

# **Exportation de marchandises militaires du Canada**

**Rapport annuel  
2000**



Annual report export of  
military goods from Canada

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01029342 4

Table des matières

Avant-propos

La politique de sécurité et de contrôle des armements

La politique de contrôle des exportations et de la sécurité

Les statistiques sur les exportations

Notes sur la méthodologie

Tableaux et graphiques

Tableau 1 - Exportations de marchandises militaires par pays de destination

Graphique 1 - Exportations de marchandises militaires par pays de destination

Tableau 2 - Exportations de marchandises militaires par pays de destination

Tableau 3 - Exportations de marchandises militaires par pays de destination

Tableau 4 - Exportations de marchandises militaires par pays de destination

Annexes

Décembre 2001

Direction des contrôles à l'exportation

Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Internet : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

# Exportation de marchandises militaires du Canada

## Rapport annuel 2000

exportations





# Table des matières

<b>Avant-propos .....</b>	<b>1</b>
La politique de sécurité et de contrôle des armements .....	1
La politique de contrôle des exportations et sa mise en œuvre .....	4
Les statistiques sur les exportations militaires .....	6
<b>Notes sur la méthodologie .....</b>	<b>8</b>
<b>Tableaux et graphiques</b>	
Tableau 1 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination selon les catégories de sécurité et de revenu .....	9
Graphique 1 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination .....	10
Tableau 2 : Exportations de marchandises militaires par pays de destination .....	11
Tableau 3 : Exportations de marchandises militaires par groupement de composantes .....	14
Tableau 4 : Exportations de marchandises militaires selon le numéro de la liste de contrôle des exportations .....	26
<b>Annexes</b>	
Annexe 1 : Liste des pays membres de l'OTAN et de la LPDAA .....	27
Annexe 2 : Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar .....	28
Annexe 3 : Liste des marchandises d'exportation contrôlée Groupe 2 (munitions) .....	29
Annexe 4 : Renseignements additionnels .....	31



# Avant-propos

## La politique de sécurité et de contrôle des armements

La promotion de la paix et de la sécurité internationales est un objectif clé de la politique étrangère du Canada et constitue un des trois piliers de l'Énoncé de politique étrangère du gouvernement de 1995, *Le Canada dans le monde*, à savoir « la protection de notre sécurité dans un cadre mondial stable ». C'est pourquoi le Canada milite activement en faveur d'accords de contrôle des armements et de désarmement ainsi que de mesures qui favorisent la transparence et la confiance aux niveaux régional et international.

Le Canada a pour politique de reconnaître le droit de toutes les nations de satisfaire leurs besoins légitimes de défense, droit qui est d'ailleurs enchâssé dans la Charte des Nations Unies. Par contre, nous sommes d'avis que le surarmement peut avoir un effet déstabilisateur à la fois sur la sécurité immédiate de la région et sur l'ordre mondial.

Le Canada travaille activement à promouvoir une plus grande transparence du commerce des armes classiques. Dans le cadre de cet effort, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) publie le *Rapport annuel sur l'exportation de marchandises militaires du Canada* depuis 1990. À ce jour, peu de pays rendent publics des renseignements aussi détaillés.

Un des efforts internationaux visant à contrôler le commerce des armes classiques et des marchandises et technologies à double usage est l'Entente de Wassenaar, conclue en 1996, avec la participation du Canada. Cette entente a pour objectif de contribuer à la sécurité et à la stabilité régionales et internationales en prônant la transparence et une plus grande responsabilité dans le commerce des armes classiques et des biens et technologies d'une importance stratégique, de manière à empêcher la constitution d'arsenaux déstabilisateurs dans les régions à risque. Par l'intermédiaire de leurs politiques nationales respectives, les 33 États participants cherchent à éviter que le transfert de ces articles et technologies ne contribue à l'expansion ou à l'accroissement de capacités militaires qui saperaient ces objectifs, ou qu'ils ne soient détournés.

Le Registre des armes classiques des Nations Unies est un autre instrument qui favorise grandement la transparence, la confiance et une sécurité globale accrue. Le Canada a milité activement en faveur de la création du Registre des armes classiques, établi par le Secrétaire général des Nations Unies (ONU) en janvier 1992, et a été parmi les premiers pays à y contribuer. Nous avons aussi participé aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux de l'ONU sur le Registre des armes classiques en 1994, en 1997 et en 2000. Nous participons pleinement au suivi des recommandations du Groupe de 2000 en vue d'une expansion du Registre. Cette année, par exemple, le Canada et le Japon ont coparrainé un séminaire au Cambodge visant à élargir la participation de cette région au Registre. Dans le cadre d'un effort concerté avec l'Allemagne et les Pays-Bas, des

séminaires régionaux semblables sont prévus en 2001-2002 en Amérique du Sud, aux Caraïbes et en Afrique.

Pour constituer le Registre, tenu à jour au siège de l'ONU à New York, tous les États membres de l'ONU sont invités à fournir chaque année de l'information sur leurs importations et leurs exportations de sept grandes catégories de systèmes d'armements classiques. Depuis la création du Registre, plus de 90 pays y ont versé chaque année de l'information et quelque 70 d'entre eux l'ont fait de façon systématique, dont le Canada. En tout, 150 États ont fait parvenir des données pour au moins une année. Tous les principaux exportateurs d'armements et la plupart des principaux importateurs soumettent chaque année des rapports, et la plupart des régions géographiques y sont raisonnablement représentées. Couvrant plus de 90 % du commerce international des principales armes classiques, le Registre est aujourd'hui une source d'information importante et pertinente.

En plus des efforts qu'il déploie aux Nations Unies pour améliorer et enrichir le Registre, le Canada joue un rôle de premier plan au sein des organisations régionales pour stimuler le dialogue sur les données versées au Registre et appuyer la création de registres régionaux répondant aux préoccupations de sécurité particulières des États membres de l'organisation. Nous avons obtenu beaucoup de succès à cet égard au sein de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). De plus, nous continuons de travailler avec nos partenaires en vue d'améliorer le dialogue au forum régional de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est.

Le Canada est l'un des pays, de plus en plus nombreux, qui communiquent volontairement des données sur leurs avoirs et leurs achats militaires de produits nationaux. Cela va au-delà du minimum exigé par les Nations Unies et contribue grandement à la transparence mondiale concernant les capacités militaires. Nous incitons les autres pays à transmettre eux aussi ces données et à améliorer, à d'autres égards, leur contribution en s'assurant que les données fournies sont exactes, complètes et accompagnées de tout autre renseignement pertinent.

Le Canada a en outre joué un rôle important dans l'élaboration, en 1996, d'un ensemble de lignes directrices de l'ONU concernant le commerce international d'armes et il applique entièrement les Principes régissant les transferts d'armes classiques adoptés en 1993 par l'OSCE. Nous avons aussi officiellement souscrit au nouveau code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armes, après son adoption en juin 1998.

Le problème que soulève les armes classiques est la façon de traiter certaines catégories, comme les mines terrestres et les armes légères. Sur la question des mines terrestres, le Canada peut se réjouir de la conclusion, lors de la Conférence d'Ottawa tenue du 2 au 4 décembre 1997, de la *Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la*



*production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction.* À ce jour, plus de 133 États ont signé cette Convention. Le 1<sup>er</sup> mars 1999, elle est entrée en vigueur en tant qu'instrument juridique international ayant force exécutoire, après avoir été ratifiée par les 48 États requis.

Le Canada a aussi ratifié les protocoles II et IV de la *Convention sur certaines armes classiques*, qui réglemente l'utilisation des mines terrestres et d'autres armes inhumaines. Cet instrument demeure important, surtout pour les pays qui ne désirent pas encore signer le Traité d'Ottawa.

En collaboration avec des partenaires de même opinion, le Canada cherche des moyens de freiner la prolifération des armes légères qui, dans un grand nombre de pays en développement, nuisent aux efforts déployés dans les domaines de la sécurité et du développement, en plus de contribuer à la souffrance humaine. Pour répondre à ce défi, le Canada adopte une approche en trois volets : le contrôle des armements, la prévention de la criminalité et la consolidation de la paix aux échelles régionale, nationale et internationale. Cette approche intégrée privilégie les questions de l'offre et du commerce, et vise à régler les problèmes de stocks excédentaires après un conflit et à réduire la demande d'armes. Le problème des armes légères est perçu comme une partie intégrante de la prévention et de la gestion des conflits, du rétablissement et du maintien de la paix ainsi que des mesures de reconstruction après un conflit.

Pour ce qui est du volet du contrôle des armements, on met l'accent sur la promotion de mesures visant plus de modération et de transparence dans les exportations légales d'armes légères. Les solutions étudiées comprennent des codes de conduite, des initiatives de transparence et de création de registres, ainsi que des activités de sensibilisation au sein d'organismes liés à la sécurité, tels l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'OSCE. L'adoption par l'OSCE, en novembre 2000, d'un document novateur sur les armes légères est à noter. Pour sa part, le Canada impose des contrôles stricts sur l'exportation des armes à feu, surtout des armes automatiques, qui ne peuvent être exportées que vers un petit groupe de 13 pays avec lesquels le Canada a conclu des accords intergouvernementaux en matière de défense, de recherche, de développement et de production. Ces pays, qui composent la Liste des pays désignés (armes automatiques - LPDAA), sont énumérés à l'annexe 1.

En ce qui concerne le volet du contrôle de la criminalité, on privilégie des mesures visant à contrer l'important commerce illicite d'armes légères, qui est souvent lié au crime organisé international et au trafic de stupéfiants. En novembre 1997, le Canada a signé la *Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites des armes à feu, munitions, explosifs et autres matériels connexes*. Cette convention crée un régime réciproque d'autorisations d'importation, d'exportation et de transit pour tous les mouvements transfrontaliers d'armes légères, de munitions et d'explosifs. Nous avons également contribué grandement à la négociation du *Protocole contre la*

*fabrication illicite et le trafic des armes à feu, leurs parties et composantes et les munitions, complément de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.*

Quant au volet de la consolidation de la paix, le Canada appuie une vaste gamme d'initiatives portant sur les aspects humanitaires, de gouvernance et de désarmement concret du dossier des armes légères, en coopération avec des gouvernements et des organisations non gouvernementales de même opinion.

Nous sommes heureux des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, tenue du 9 au 20 juillet 2001 à New York. Elle s'est terminée sur l'adoption d'un plan d'action qui témoigne de l'engagement de la communauté internationale à traiter la souffrance humaine et l'insécurité causées par le surarmement excessif et la prolifération incontrôlée des armes légères.

Le Canada a aussi participé activement aux efforts visant à endiguer la prolifération des armes de destruction massive en favorisant, par exemple, la reconduction indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et en s'efforçant de persuader d'autres pays de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. En septembre 1995, nous avons ratifié la *Convention sur les armes chimiques* et institué une autorité nationale au MAECI qui servira de centre de liaison avec le secrétariat international de la Convention à La Haye. Le Canada cherche également à renforcer les dispositions de la *Convention sur les armes biologiques et à toxines* et à améliorer sa mise en œuvre. Conformément à l'engagement du Canada d'assurer un commerce responsable de biens et de technologies qui pourraient être utilisés à mauvais escient pour mettre au point des armes de destruction massive et des moyens de les utiliser, nous participons depuis longtemps à plusieurs accords intergouvernementaux axés sur la coordination et l'échange d'information sur les exportations (Groupe de l'Australie, Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles, Groupe des États fournisseurs de produits nucléaires, Comité Zangger, etc.).

## **La politique de contrôle des exportations et sa mise en œuvre**

Le contrôle des exportations de nos propres marchandises et technologies militaires est un complément important des efforts plus vastes du Canada au chapitre du contrôle des armements et du désarmement. Conformément à ses obligations internationales, le Canada tire sa définition de « marchandise militaire » du système international de classification des munitions, élaboré et entretenu par l'intermédiaire de l'Entente de Wassenaar. Ce système classifie les marchandises étant « spécialement conçues ou adaptées à des fins militaires ». Le Canada a intégré cette liste à la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC) en tant que Groupe 2 (munitions). Les marchandises non conçues à des fins militaires mais qui font appel à des technologies d'importance stratégique font partie d'une autre liste (la liste des marchandises et des

technologies à double usage) définie dans l'Entente Wassenaar. Le Canada a inclus ces dernières dans le Groupe 1 de la LMEC (double usage). La liste de Wassenaar, de même que celle du Canada, ne contiennent pas les biens principalement civils pouvant être vendus à des fins d'utilisation militaire (par exemple, des machines à écrire ou des aéronefs civils). Des licences sont requises pour l'exportation de tous les biens relevant de la définition de Wassenaar, peu importe que l'utilisateur final soit un particulier non militaire, une société d'État ou un organisme militaire.

Selon les lignes directrices actuelles de la politique de contrôle des exportations, le Canada contrôle rigoureusement les exportations de marchandises et de technologies militaires vers les pays :

- a) qui constituent une menace pour le Canada et ses alliés;
- b) qui sont engagés dans un conflit ou qui risquent de l'être sous peu;
- c) qui font l'objet de sanctions de la part du Conseil de sécurité des Nations Unies;
- d) où les droits des citoyens font l'objet de violations sérieuses et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'y a aucun risque raisonnable pour la population.

Il faut détenir une licence pour exporter des marchandises et des technologies vers toutes les destinations, sauf vers les États-Unis. Toutes les demandes d'exportation de marchandises et de technologies offensives vers (la plupart) des pays qui ne sont pas des alliés de l'OTAN ou qui n'appartiennent pas à un petit groupe de pays déterminés de même orientation doivent être approuvées par le ministre des Affaires étrangères. Dans l'une ou l'autre des situations mentionnées plus haut, on doit consulter le ministre pour le commerce de marchandises et de technologies non offensives. Avant de soumettre les demandes à l'approbation du ministre, des consultations intensives ont lieu au sein du MAECI (entre spécialistes des droits de la personne, de la défense et de l'industrie), avec le ministère de la Défense nationale, Industrie Canada et, au besoin, d'autres ministères et organismes gouvernementaux. On y examine les derniers renseignements et les meilleurs avis donnés sur les relations industrielles et de défense avec le pays destinataire, de même que la paix et la stabilité dans la région (notamment les conflits civils) ainsi que la situation des droits de la personne, y compris les tendances (c.-à-d. si la situation s'améliore ou se détériore). On accorde une attention particulière à la documentation pour s'assurer que les marchandises sont véritablement expédiées à l'utilisateur final légitime et qu'elles ne seront pas détournées.

On contrôle de façon très serrée les demandes portant sur les armes à feu, dont la vaste majorité ne touchent pas les armes militaires modernes (qui, comme il est précisé ci-dessus, ne peuvent être exportées qu'à un nombre très restreint de pays). Elles portent

plutôt sur des armes à feu qui sont uniquement contrôlées parce qu'elles correspondent à la définition élaborée dans l'Entente de Wassenaar et qui sont en fait utilisées à des fins sportives (comme la chasse et le tir sur cibles), d'auto-défense, de collection ou de reconstitution historique. Toutes ces armes exigent une licence et, pour la plupart des pays, le ministre est consulté à propos de la demande si la quantité exportée excède une certaine limite. Comme bon nombre de ces exportations sont destinées à des particuliers, nous voulons être certains que les armes à feu canadiennes ne font pas l'objet d'un trafic illicite ou n'attisent le désordre et la violence. Il est donc possible que nos missions à l'étranger et d'autres sources soient appelées à se renseigner sur les lois et les procédures régissant le contrôle des armes à feu dans les pays destinataires. Nous ne voulons pas seulement connaître ces lois, mais aussi savoir si elles sont rigoureusement appliquées et si elles peuvent faire l'objet de corruption. Nous vérifions aussi la bonne foi des utilisateurs finaux.

Tous les demandeurs de licences d'exportation d'armes à feu sont tenus de fournir une licence d'importation ou toute autre assurance que l'importation sera autorisée dans le pays de destination. Cela permet de veiller à ce que les armes à feu ne sortent pas du Canada sans qu'on ait la garantie qu'elles seront autorisées à entrer dans ce pays et que le destinataire pourra en prendre possession.

## **Les statistiques sur les exportations militaires**

Dans les tableaux qui suivent, les statistiques sur les exportations militaires sont établies à partir des rapports présentés par les exportateurs sur les expéditions réelles en regard des licences qui leur ont été délivrées en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation. Ces rapports indiquent la destination des marchandises, leur description et leur valeur. Les renseignements sur les expéditions individuelles et ceux inscrits sur la demande de permis originale, y compris l'identité des éventuels exportateurs et destinataires et les détails de la transaction, sont de nature très délicate au niveau commercial et sont fournis confidentiellement au MAECI. Ils sont protégés pour garantir le respect des exigences en matière de rapport.

Comme il est précisé ci-dessus, il n'est pas nécessaire de détenir une licence pour exporter vers les États-Unis la plupart des marchandises du Groupe 2. Il s'agit d'une politique de longue date qui découle de l'intégration de l'industrie de défense en Amérique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous ne disposons donc d'aucune donnée sur les exportations militaires vers ce pays et aucune statistique s'y rattachant ne peut figurer dans le présent rapport.

Certains types de statistiques sur les exportations destinées à des fins militaires peuvent provenir d'autres sources, comme Statistique Canada ou la Corporation commerciale canadienne. Elles peuvent toutefois comprendre des biens non militaires (rations alimentaires, ordinateurs commerciaux, aéronefs ou autres articles civils, etc.). Puisqu'il

n'existe aucune corrélation directe entre les codes de produits utilisés par Statistique Canada et les numéros d'articles de la LMEC et que chaque source utilise sa propre méthode de compilation, aucune comparaison significative ne peut être établie entre les données des deux sources.

La norme reconnue à l'échelle internationale pour les statistiques sur le commerce militaire mondial est le Registre des armes classiques des Nations Unies. Celui-ci ne comprend que certains systèmes d'armes particulières et n'inclut pas les pièces, les composants et le vaste éventail de systèmes non létaux (systèmes de radar, simulateurs, logiciels à usage militaire, etc.) qui constituent la plupart de nos exportations.

En 2000, la valeur des exportations de marchandises militaires s'est élevée à quelque 477 millions de dollars contre 434 millions en 1999. Comme les années précédentes, les pays de l'OTAN et de la LPDAA ont été les destinataires de plus de 80 % d'entre elles; en outre, plus de 80 % des exportations ont eu pour destinataires des pays à revenu élevé. Il n'y a eu aucune exportation vers les pays désignés « à faible revenu » par le Programme des Nations Unies pour le développement.

Dans un secteur où l'on vend des articles à très grande échelle, nos exportations sont modestes par rapport à celles du reste du monde - selon le Registre des Nations Unies, le Canada représente moins de 1 % du marché mondial des armes. Chaque transaction peut donc avoir une influence disproportionnée sur les statistiques. Les grandes fluctuations, d'une année à l'autre, reflètent souvent le début ou la dernière phase d'un ou de deux importants contrats.

Comme l'indique le tableau 2, le principal marché militaire en 2000 a été le Royaume-Uni, qui a absorbé 182 millions de dollars, presque la moitié de nos ventes. Les ventes à l'Arabie saoudite ont continué à fluctuer, passant de 43 millions en 1999 à moins de 19 millions en 2000. Celles à l'Australie, qui étaient tombées à 21,5 millions en 1999, sont remontées à 49 millions. Des fluctuations importantes semblables, tant à la hausse qu'à la baisse, ressortent de la comparaison des données de 1999 et de 2000 pour d'autres pays. Ces fluctuations mettent en évidence la manière dont un seul contrat peut influencer fortement la position relative du Canada sur les marchés militaires. Il est donc important de considérer l'évolution des échanges sur plusieurs années plutôt que de tirer des conclusions d'une augmentation ou d'une baisse marquée d'une année à l'autre.

Pour plus d'information sur le contrôle à l'exportation de marchandises militaires et d'importance stratégique, vous pouvez consulter notre publication *Réponses aux questions concernant les contrôles canadiens à l'exportation des marchandises militaires* qui se trouve, comme le présent document et d'autre matériel connexe, sur notre site Web : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

## Notes sur la méthodologie

*Les statistiques contenues dans ce onzième rapport annuel ont été préparées par la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Voici quelques points importants concernant les tableaux statistiques.*

Par « marchandises militaires », on entend toute marchandise spécialement conçue ou adaptée à des fins militaires et relevant du Groupe 2 (munitions) de la Liste des marchandises d'exportation contrôlée (LMEC). Leurs descriptions ont été légèrement révisées en utilisant une terminologie normalisée à l'échelle internationale afin d'en faciliter la lecture.

Comme nous l'avons expliqué dans l'avant-propos, les tableaux n'incluent pas les exportations vers les États-Unis, qui sont évaluées à plus de la moitié des exportations militaires totales.

La valeur en dollars indiquée sur une licence d'exportation ne correspond pas nécessairement à la valeur réelle exportée, mais plutôt au montant maximal autorisé dans cette licence. Par conséquent, pour vérifier quelles marchandises du Groupe 2 (munitions) ont vraiment été expédiées, il a été demandé aux détenteurs de licences de présenter à chaque trimestre un rapport faisant état de leur utilisation de la licence. Le présent rapport repose sur cette information. Chaque permis doit faire l'objet de rapports par son détenteur, donnant ainsi accès à des données plus précises que par les années passées.

Les chiffres indiqués sont ceux reçus avant la date de préparation de ce rapport. Nous tiendrons compte des données reçues après cette date dans les rapports ultérieurs. Par exemple, les totaux pour 1999 ont été modifiés de façon à tenir compte des renseignements supplémentaires reçus depuis la publication du rapport annuel de 1999.

**Tableau 1**  
**Exportations de marchandises militaires par pays de destination**  
**selon les catégories de sécurité et de revenu**

Période d'exportation du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000

Destination*	Valeur des exportations (en dollars canadiens)	
	2000	%
OTAN (sauf les États-Unis) **	316 576 930	66
LPDAA (sauf l'OTAN et les États-Unis)	69 864 891	14
Autres	91 169 425	20
<b>Total</b>	<b>477 611 246</b>	<b>100</b>
Pays à revenu élevé *** (PIB par habitant supérieur à 8 955 \$US)	392 855 776	82,54
Pays à revenu moyen *** (PIB par habitant situé entre 725 \$US et 8 955 \$US)	84 755 470	17,46
Pays à faible revenu *** (PIB par habitant inférieur à 725 \$US)	0	0
<b>Total</b>	<b>477 611 246</b>	<b>100</b>

\* Voir la liste des pays membres de l'OTAN et des pays désignés (LPDAA) à l'annexe 1.

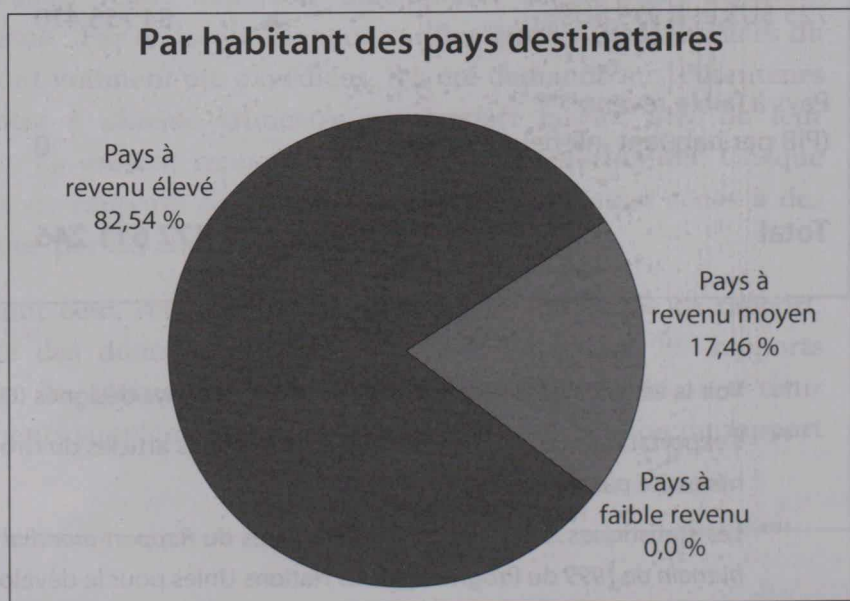
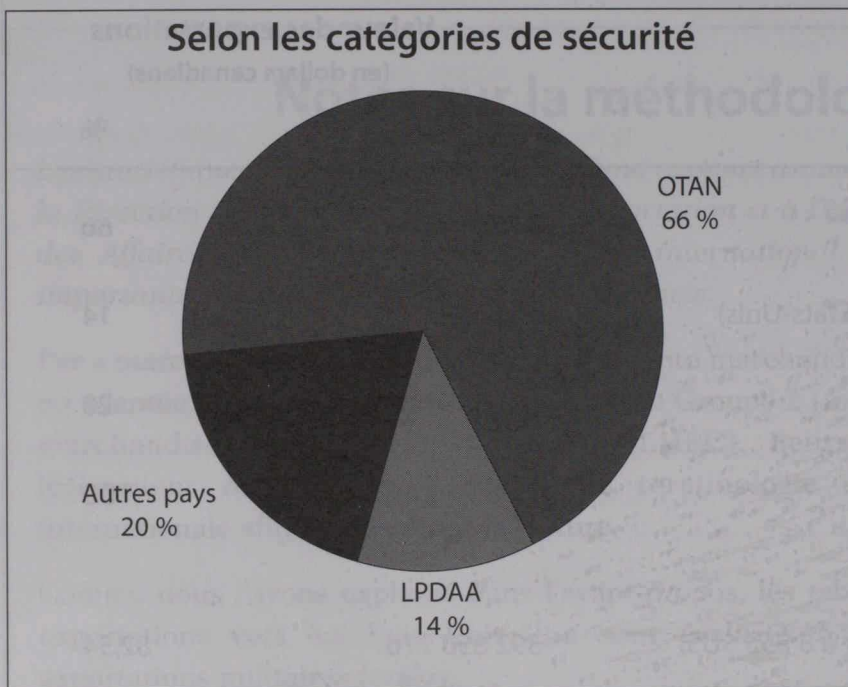
\*\* L'exportation vers les États-Unis de la plupart des articles du Groupe 2 (munitions) ne nécessite pas de licence.

\*\*\* Les statistiques et les catégories sont tirées du *Rapport mondial sur le développement humain de 1999* du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

# Graphique 1

## Exportations de marchandises militaires par catégorie de destination

Statistiques du 01/01/00 – 31/12/00





**Tableau 2**  
**Exportations de marchandises militaires par pays de destination**

Période d'exportation du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000

Pays	Valeur des exportations (en dollars canadiens)	
	1999	2000
Afrique du Sud, République d'	603 723	546 539
Allemagne	13 938 183	44 751 063
Arabie Saoudite	43 093 371	18 856 248
Argentine	27 000	181 832
Australie	21 518 673	49 163 811
Autriche	50 790	6 734 844
Bahreïn	0	1 038 000
Bangladesh	920 208	0
Belgique	12 752 929	5 705 347
Bermudes	0	55 105
Botswana	2 968 529	20 723 729
Brésil	259 516	745 729
Chili	126 273	366 007
Colombie	455	0
Corée, République de	3 762 151	16 030 989
Danemark	25 967 060	3 235 564
Égypte	217 213	1 190 168
Émirats arabes unis	3 251 915	12 860 745
Espagne	374 710	2 422 973
Finlande	2 030 472	140 312
France	7 350 610	6 767 660
Grèce	37 448	2 239 536
Groenland	128 290	10 560
Guyane	0	5 000

## Valeur des exportations

(en dollars canadiens)

Pays	1999	2000
Hong Kong	12 344	120 469
Hongrie	0	2 898
Îles Caïmans	0	2 994
Indonésie	21 764 175	160 808
Irlande	37 421	28 600
Islande	0	3 266
Israël	677 683	919 588
Italie	11 389 000	15 639 309
Japon	3 173 404	7 470 690
Jordanie	0	248 684
Koweït	132 767	12 439
Luxembourg	5 217 679	18 945 242
Malaisie	5 881 501	2 100 924
Maroc	270 967	97 123
Maurice	0	64 235
Mexique	262	299 237
Norvège	2 456 221	3 115 199
Nouvelle-Zélande	2 945 165	4 553 394
Oman	9 895	402
Pays-Bas	19 774 738	29 641 743
Pérou	0	870 000
Philippines	436 600	6 083 000
Pologne	0	14 150
Portugal	2 011 202	2 566 732
Qatar	82 105	0
République tchèque	70 086	397 691
Royaume-Uni	198 805 089	182 219 429
Singapour	1 088 806	2 422 973

## Valeur des exportations

(en dollars canadiens)

Pays	1999	2000
Slovénie	4 620	0
Suède	5 827 595	1 844 832
Suisse	229 138	36 878
Taïwan	732 443	1 133 152
Tanzanie	100	0
Thaïlande	5 267 569	1 442 358
Tunisie	0	260 627
Turquie	548 923	584 920
Uruguay	0	449 875
Venezuela	5 125 499	973 164
Zimbabwe	0	3 078
<b>Total</b>	<b>433 972 516</b>	<b>477 611 246</b>

**Tableau 3**  
**Exportations de marchandises militaires par groupement de composantes**  
 Période d'exportation du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000

**Sigles**

TTB	transport de troupes blindé
AS	anti-sous-marin
CW	arme chimique
IR	infrarouge
VBL	véhicule blindé léger

Valeur des exportations (en dollars canadiens)				
Destination	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations

**AFRIQUE DU SUD**

2003	250			munitions
2010			140 000	pièces d'hélicoptères
2011		406 421		équipement de navigation

**ALLEMAGNE**

2001	256 859		18 970	armes à feu et pièces
2003	1 520		172 820	pièces et munitions de gros calibre
2004			900 152	pièces de missiles
2006			134 200	appareils de chauffage et de refroidissement de véhicules
2009			5 499 163	dispositif de commande de navire
2010			1 413 444	pièces d'aéronefs et équipement connexe
2011		21 949 106	5 790 843	radios et avionique
2014			3 178 109	pièces de simulateurs
2015			408 936	pièces de systèmes d'imagerie
2017			5 026 620	systèmes de suppression de la signature infrarouge et de scaphandres

**ALLEMAGNE (SUITE)**

2018		6	ensembles de données
2022		19 520	batteries

**ARABIE SAOUDITE**

2006		2 174 549	pièces de VBL
2010		868	pièces d'aéronefs
2011	14 965 500	1 642 134	équipement et pièces de radios
2017		63 197	pièces de scaphandres

**ARGENTINE**

2001	181 832		armes à feu
------	---------	--	-------------

**AUSTRALIE**

2001	44 452	77 366	armes à feu et pièces
2002		1 261	pièces de lance-roquettes
2003	3 841 283		munitions de gros calibre
2005		107 420	panneaux d'affichage
2006		11 965 578	tourelles de char d'assaut et pièces de TTB
2007		51 336	équipement de protection pour CW
2008		1 667	pièces d'explosifs
2009	437 320	769 913	pièces de navires, bouées sonores et sonars
2010		1 604 221	pièces d'aéronefs et de moteurs
2011		772 002	pièces d'équipement électronique
2013		1 363 258	vêtements de protection
2014	24 659 129	2 875 442	simulateurs et pièces
2015	528 444		caméras
2017	36 600		systèmes de suppression de la signature infrarouge et de scaphandres
2018		1 802	données techniques
2022		25 317	documentation

Valeur des exportations (en dollars canadiens)				
Destination	Systèmes	Systèmes	Pièce	Observations
N° d'article de la LMEC	d'armes et munitions	de soutien		
<b>AUTRICH</b>				
2003			6 734 844	pièces de munitions de gros calibre
<b>BAHREÏN</b>				
2003	1 038 000			munitions
<b>BELGIQUE</b>				
2001	59 335			armes à feu
2003	7 686		5 459 005	armes légères et pièces de munitions de gros calibre
2010			17 348	pièces d'aéronefs
2011			10 985	pièces de sonars
2014			14 942	pièces de rechange
2017			136 046	systèmes de scaphandres
<b>BERMUDE</b>				
2003	55 105			munitions
<b>BOTSWANA</b>				
2010	19 797 421		826 308	aéronefs et pièces
<b>BRÉSIL</b>				
2002	255 200			obusiers démontables
2010			373 656	pièces d'aéronefs et d'hélicoptères
2011		69 048	67 825	pièces et équipement de navigation
<b>CHILI</b>				
2001	7 397			armes à feu
2011		358 610		radios

**CORÉE, RÉPUBLIQUE DE**

2005		62 129	pièces d'ordinateurs de balistique
2006		380 732	panneaux d'affichage
2009	1 539 801	24 877	bouées sonores et pièces de navires
2010		494 853	pièces d'aéronefs
2011	7 665 231	5 737 164	radios et pièces
2017	52 902		systèmes de scaphandre et de suppression de la signature infrarouge
2021		73 300	logiciels

**DANEMARK**

2001	835 533	1 490 221	armes à feu et pièces
2003	216 986	249 284	munitions et composantes
2010		432 956	pièces d'aéronefs
2011		10 584	moules

**ÉGYPTE**

2003		364 000	composantes de munitions de gros calibre
2010		826 168	pièces d'aéronefs

**ÉMIRATS ARABES UNIS**

2007		70	pièces de masques à gaz
2009		40 910	composantes électroniques navales
2014	12 819 765		simulateur de vol

**ESPAGNE**

2010		51 552	pièces de moteurs d'aéronefs
2011		316 398	pièces de radars
2017		794 000	systèmes de suppression de la signature infrarouge et de scaphandres

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination	Systèmes N° d'article de la LMEC	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
<b>FINLANDE</b>					
2001		6 687			armes à feu
2007				125	pièces de masques à gaz
2010				133 120	pièces d'aéronefs et de moteurs
2017				380	pièces de scaphandre
<b>FRANCE</b>					
2001		38 000			armes à feu et pièces
2003		3 221 798		25 501	munitions et pièces
2006				134 290	pièces optiques et chenilles
2007				600	pièces de masques à gaz
2009			236 682		bouées sonores
2010				78 552	pièces d'aéronefs
2011				662 668	avionique
2015			1 084 634	176 110	imageurs thermiques et pièces
2017			13 300		système de suppression de la signature infrarouge
<b>GRÈCE</b>					
2001		18 485			armes à feu
2003		1 536 652			munitions
2010				105 760	pièces d'aéronefs
2011		18 485		48 079	pièces de radios
2014			530 560		simulateur de menaces
<b>GROENLAND</b>					
2001		9 493			armes à feu
2003		1 067			munitions
<b>GUYANE</b>					
2001		5 000			armes à feu



<b>HONG KONG</b>		
2007	33 557	pièces de masques à gaz
2010	3 266	pièces d'hélicoptères
<b>HONGRIE</b>		
2001	2 898	armes à feu
<b>ÎLES CAÏMANS</b>		
2011	2 994	antennes
<b>INDONÉSIE</b>		
2014	160 809	pièces de simulateurs
<b>IRLANDE</b>		
2011	400	pièces de radars
2015	28 200	pièces de capteurs
<b>ISLANDE</b>		
2011	3 266	antennes
<b>ISRAËL</b>		
2005	6 056	moules
2006	147 420	pièces de véhicules
2010	357 916	pièces d'aéronefs et avionique
2011	235 272	antennes et afficheurs
2015	60 000	pièces de scanners
2016	112 924	actionneurs
<b>ITALIE</b>		
2001	6 405	armes à feu
2003	1 186 600	munitions et composantes
2006	22 874	chenilles de TTB
2009	14 592	instruments
2010	12 310 223	pièces d'aéronefs
2011	994 473	pièces de radios et de matériel Doppler
2014	44 793	pièces de simulateurs

Valeur des exportations (en dollars canadiens)				
Destination	Systèmes	Systèmes	Pièce	Observations
N° d'article de la LMEC	d'armes et munitions	de soutien		
<b>ITALIE (SUITE)</b>				
2015			805 000	capteurs
2017			25 600	système de suppression de la signature infrarouge
<b>JAPON</b>				
2004	3 524 944			rampes de lancement
2007			367 832	pièces de masques à gaz
2008			93 000	agent propulsif
2010			3 141 000	pièces d'aéronefs
2011			343 914	pièces d'équipement de détection
<b>JORDANIE</b>				
2010			248 684	pièces d'hélicoptères
<b>KOWEÏT</b>				
2010		12 439		balises de détresse
<b>LUXEMBOURG</b>				
2004			10 536 996	pièces de drones
2006			507 240	pièces de véhicules
2010			7 280 223	pièces d'aéronefs et composantes connexes
2011			291 581	avionique
2014			27 477	simulateurs de rechange
2015		274 725		équipement de vision nocturne
<b>MALAISIE</b>				
2002			54 894	pièces de roquettes
2007			43 245	composantes de masques à gaz
2010			1 820 869	pièces d'hélicoptères

2014		181 914	pièces de simulateurs
2018		2	données techniques
<b>MAROC</b>			
2014		97 123	pièces de simulateurs
<b>MAURICE</b>			
2009		64 235	système d'antennes
<b>MEXIQUE</b>			
2013		299 237	plaques de blindage
<b>NOUVELLE-ZÉLANDE</b>			
2001	3 000	110 747	armes à feu et pièces
2003	2 402 109	98 280	grenades, munitions et composantes
2004		11 800	pièces de roquettes
2007		24 055	pièces de masques à gaz
2009	471 837		bouées sonores
2010		1 460 360	pièces d'aéronefs
2011		59 833	composantes électroniques
2017		22 970	pièces de scaphandres
<b>NORVÈGE</b>			
2001	869	5 040	armes à feu et pièces
2003	659 800	419 728	munitions et composantes
2004		299 925	pièces de roquettes
2006		35 400	chenilles
2009	998 625		bouées sonores
2010		28 412	pièces d'aéronefs
2014	530 560		simulateur de menaces
2017	136 838		systèmes de scaphandres
2018		2	données
<b>OMAN</b>			
2006	400		munitions
2018		2	données

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination	Systèmes	Systèmes	Pièce	Observations
N° d'article de la LMEC	d'armes et munitions	de soutien		
<b>PAYS-BAS</b>				
2001	2 150			armes à feu
2003	951 125		146 006	munitions et composantes
2004			75 803	pièces de roquettes
2005			2 342 736	pièces de conduite de tir
2007			288	pièces de masques à gaz
2009		2 664 720	10 620	bouées sonores et pièces
2010			5 899 016	pièces d'aéronefs
2011		5 336 399	10 592 059	composantes électroniques de systèmes de radar
2014			953 491	pièces de simulateurs
2016			4 597	moules
2017		496 487	1 349	systèmes de scaphandres et pièces
<b>PÉROU</b>				
2010			870 000	pièces d'hélicoptères
<b>PHILIPPINES</b>				
2003			5 240 000	composantes de munitions de gros calibre
2010			843 000	pièces d'aéronefs
<b>POLOGNE</b>				
2001	850			armes à feu
2017		13 300		système de suppression de la signature infrarouge
<b>PORTUGAL</b>				
2002			10 272	pièces de lance-roquettes
2008			1 979 915	pièces d'équipement sonar
2009			25 146	pièces de bouées sonores

2015	551 397		module d'équipement de surveillance
2018		2	données
<b>RÉPUBLIQUE TCHÈQUE</b>			
2001	56 380		armes à feu
2002		132 369	pièces de roquettes et de lance-roquettes
2011		208 939	détecteurs de commande
2018		1	données
<b>ROYAUME-UNI</b>			
2001	25 780	25 317	armes à feu et pièces
2002		102 593	pièces de lance-roquettes
2003	6 403		munitions
2004	61 576 198	1 513 274	roquettes et pièces
2005	276 000		télé mètres
2006		3 226 909	ordinateurs de conduite de tir et pièces de véhicules
2007		158 440	pièces de masques à gaz
2009		23 131 225	bouées sonores et pièces de navires et de sonars
2010		13 339 778	pièces d'aéronefs
2011	6 198 960	12 787 714	radios, panneaux d'affichage et pièces et équipement de navigation
2013		490 402	plaques de blindage
2014	58 253 078	712 592	simulateurs et pièces
2015	13 300		gyroscopes
2017	213 666	101 273	systèmes et pièces de scaphandre
2018		66 547	équipement et plan de production
<b>SINGAPOUR</b>			
2002		15 750	pièces de roquettes
2004	40 425		lance-roquettes
2006		144 760	pièces de TTB

Valeur des exportations (en dollars canadiens)

Destination	Systèmes N° d'article de la LMEC	Systèmes d'armes et munitions	Systèmes de soutien	Pièce	Observations
<b>SINGAPOUR (SUITE)</b>					
	2010			418 016	pièces d'aéronefs et autres pièces connexes
	2011		1 400 850	368 639	radios composantes électroniques
	2014			287 283	pièces de simulateurs
	2017		13 300		système de suppression de la signature infrarouge
	2018		1		données
<b>SUÈDE</b>					
	2001	896			armes à feu
	2003	417 283			munitions
	2006			139 448	pièces de TTB
	2010			1 009 344	pièces de moteurs d'aéronefs
	2011			10 000	afficheurs
	2014			254 561	pièces de simulateurs
	2017		13 300		système de suppression de la signature infrarouge
<b>SUISSE</b>					
	2003	5 487			munitions
	2006			1 000	chenilles
	2009			17 021	amplificateurs
	2010			5 245	pièces d'aéronefs
	2011			8 125	circuits
<b>TAÏWAN</b>					
	2010			14 786	pièces d'hélicoptères
	2011		373 650	731 416	composantes de radios et d'avionique
	2017			13 300	système de suppression de la signature infrarouge

<b>TANZANIE</b>		
2001	435	armes à feu
<b>THAÏLANDE</b>		
2001	63 707	armes à feu & parts
2003	38 000	munitions de gros calibre
2006	530 418	pièces de TTB
2007	99	pièces de masques à gaz
2010	779 869	pièces d'hélicoptères
2011	30 000	pièces d'avionique
2017	263	pièces de scaphandres
2022	2	données
<b>TUNISIE</b>		
2010	260 627	pièces de moteurs d'aéronefs
<b>TURQUIE</b>		
2006	4 828	appareils de chauffage pour véhicules
2010	7 539	pièces d'aéronefs
2011	571 388	pièces d'avionique
2014	1 165	pièces de simulateurs
<b>URUGUAY</b>		
2010	449 875	pièces de moteurs d'aéronefs
<b>VENEZUELA</b>		
2010	647 460	pièces d'aéronefs
2011	325 704	équipement de communications
<b>ZIMBABWE</b>		
2001	3 078	armes à feu
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>477 611 246</b>

**Tableau 4**  
**Exportations de marchandises militaires**  
**selon le numéro de la liste de contrôle des exportations**

Période d'exportation du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000

Numéro de la LMEC	Valeur des exportations (en dollars canadiens)	
	1999	2000
2001 (y compris 5500)	1 287 223	3 512 209
2002	5 453 177	572 339
2003	9 061 513	35 393 637
2004	10 966 143	78 506 497
2005	9 713 528	2 794 341
2006	56 984 321	19 549 646
2007	1 800 167	679 647
2008	654 884	2 074 582
2009	19 799 676	35 946 687
2010	72 320 137	78 397 405
2011	36 892 754	101 995 899
2013	538 561	2 153 097
2014	198 961 788	105 316 741
2015	5 474 823	3 379 349
2016	14 400	128 105
2017	1 903 446	7 188 991
2018	220 767	68 369
2021	920 208	73 300
2022	5 000	25 432
<b>Total</b>	<b>433 972 516</b>	<b>477 611 246</b>



## Annexe 1

### Liste des pays membres de l'OTAN et de la LPDAA

#### Pays de l'OTAN<sup>1</sup>

Allemagne  
 Belgique  
 Canada  
 Danemark  
 Espagne  
 États-Unis  
 France  
 Grèce  
 Hongrie  
 Islande  
 Italie  
 Luxembourg  
 Norvège  
 Pays-Bas  
 Pologne  
 Portugal  
 République tchèque  
 Royaume-Uni  
 Turquie

#### Pays de la LPDAA<sup>2</sup>

Allemagne  
 Arabie Saoudite  
 Australie  
 Belgique  
 Danemark  
 Espagne  
 États-Unis  
 France  
 Italie  
 Norvège  
 Pays-Bas  
 Royaume-Uni  
 Suède

---

1 Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

2 Liste des pays désignés (armes automatiques)

## Annexe 2

### Liste des pays membres de l'Entente de Wassenaar

	Allemagne	Japon
	Argentine	Luxembourg
	Australie	Pays-Bas
	Autriche	Nouvelle-Zélande
	Belgique	Norvège
	Bulgarie	Pologne
	Canada	Portugal
	Corée, République de	République tchèque
	Danemark	Roumanie
	Espagne	Royaume-Uni
	États-Unis	Russie
	Finlande	Slovaquie
	France	Suède
	Grèce	Suisse
	Hongrie	Turquie
	Irlande	Ukraine
	Italie	

### Annexe 3

## Liste des marchandises d'exportation contrôlée

### Groupe 2 (munitions)

N° d'article de la LMEC	Description
2001	Armes légères et automatiques comme les pistolets, les revolvers et les carabines, y compris certaines armes à feu et accessoires conçus pour le sport ou la compétition.
2002	Armes à gros calibre comme les systèmes et les accessoires de rampes de lancement.
2003	Munitions pour les types d'armes appartenant aux catégories 2001 et 2002.
2004	Bombes, torpilles, roquettes, missiles, produits pyrotechniques militaires, charges de démolition et leurs composantes.
2005	Radars de conduite de tir, télémètres, ordinateurs de balistique, équipement d'alertes et d'avertissement connexe conçu spécialement pour usage militaire et leurs composantes.
2006	Véhicules militaires comme les TTB, les camions de transport militaire, l'équipement connexe et leurs composantes.
2007	Équipement et composantes comme les masques et les vêtements protecteurs, les articles de détection et de défense contre les matériaux radioactifs et les agents biologiques et chimiques.
2008	Explosifs et combustibles, y compris les précurseurs conçus spécialement pour usage militaire.
2009	Navires militaires ainsi que pièces et composantes conçues spécialement comme les moteurs, les systèmes de navigation et l'équipement pour les sonars.
2010	Aéronefs et hélicoptères militaires, y compris les aéronefs de transport, les moteurs d'aéronefs, les parachutes ainsi qu'autres pièces et composantes connexes.
2011	Équipement électronique à usage militaire comme l'équipement de communication et les systèmes de radar.

N° d'article de la LMEC	Description
2012	Systèmes d'armement à énergie cinétique et à grande vitesse, et autres composantes connexes.
2013	Équipement blindé ou de protection comme les gilets pare-balles, les casques militaires, les vêtements appropriés pour la neutralisation des bombes et autres composantes connexes.
2014	Équipement spécialisé pour l'entraînement militaire ou la simulation de scénarios, comme les entraîneurs informatisés, les simulateurs de vol et de conduite, et les composantes et accessoires.
2015	Équipement d'imagerie ou de contre-mesures, y compris le matériel photographique et d'imagerie thermique et les composantes spécialement conçues.
2016	Pièces forgées, moules et produits semi-finis spécialement conçus pour les articles appartenant aux catégories 2001, 2002, 2003, 2004, 2006 et 2010.
2017	Équipement divers, banques de données techniques, appareils de plongée, équipement de construction et d'ingénierie sur le terrain conçu spécialement pour usage militaire, équipement de robotique et composantes.
2018	Équipement et technologie pour la production d'articles du Groupe 2.
2019	Systèmes d'armes à énergie dirigée et leurs contre-mesures.
2020	Équipement cryogénique et supraconducteur, et autres composantes et accessoires spécialement conçus.
2021	Logiciels spécialement conçus pour usage militaire (anciennement 2024).
2022	Technologie.

## Annexe 4

### Renseignements additionnels

Voici une liste des sites Web où vous trouverez plus d'information et d'autres points de vue.

Visitez le site de la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation  
**<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb>**

Liens vers différents sites du ministère et d'autres sites, traitant du contrôle des armements et des questions de sécurité mondiale sur la page du MAECI :

**<http://www.dfait-maeci.gc.ca/menu-f.asp>**

**<http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/SANCTIONS-E.asp>**

Autres sites Web offrant de l'information et des points de vue sur le sujet et autres sujets connexes :

Canadian Aerospace Industries Association :

**<http://www.aiac.ca>** (anglais)

The Canadian Defence Industries Association :

**<http://www.cdia.ca>** (anglais)

Le Centre canadien des armes à feu (renseignements sur le contrôle des armes à feu au Canada) :

**<http://www.cfc-ccaf.gc.ca/>**

Project Ploughshares :

**<http://www.ploughshares.ca/>** (anglais)

The Stockholm International Peace Research Institute :

**<http://www.sipri.se>** (allemand, anglais et suédois)

Les Nations Unies :

**<http://www.un.org>**

Wassenaar :

**<http://www.wassenaar.org>** (anglais)



DDCS  
CA1  
EA255  
A55  
EXF  
2000  
Copy 1

# Export of Military Goods from Canada

## Annual Report 2000

Dept. of Foreign Affairs  
Min. des Affaires étrangères  
JAN 30 2003  
Return to Departmental Library  
Retour à la bibliothèque du Ministère

Exports

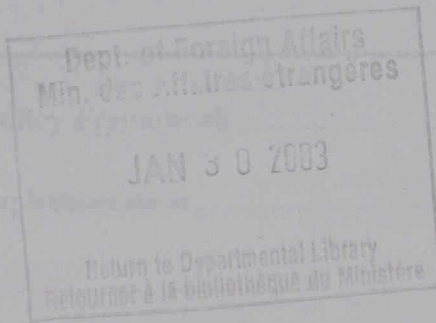






# Table of Contents

Foreword ..... 1  
Executive Summary ..... 1  
Arms Control and Military Policy ..... 1  
Export Control Policy and Implementation ..... 1  
Military Export Controls ..... 1



# Export of Military Goods from Canada

## Annual Report 2000

Notes on Methodology ..... 2  
Tables and Charts ..... 2  
Table 1: Exports of Military Goods by Destination according to Security Groupings and Income ..... 2  
Chart 1: Exports of Military Goods by Destination Categories ..... 10  
Table 2: Exports of Military Goods by Destination ..... 14  
Table 3: Exports of Military Goods by Component Category ..... 14  
Table 4: Exports of Military Goods by Export Control List Number ..... 24  
Annexes ..... 29  
Annex 1: List of NATO and SFOR Countries ..... 29  
Annex 2: List of Washington Organization Countries ..... 29

December 2001  
Export Controls Division  
Export and Import Controls Bureau  
Department of Foreign Affairs and International Trade  
Internet: <http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

EXPORTS





# Table of Contents

<b>Foreword .....</b>	<b>1</b>
Arms Control and Security Policy Framework .....	1
Export Control Policy and Implementation .....	4
Military Export Statistics .....	6
<b>Notes on Methodology .....</b>	<b>8</b>
<b>Tables and Charts</b>	
Table 1: Exports of Military Goods by Destination according to Security Groupings and Income .....	9
Chart 1: Exports of Military Goods by Destination Categories .....	10
Table 2: Exports of Military Goods by Destination .....	11
Table 3: Exports of Military Goods by Component Categories .....	14
Table 4: Exports of Military Goods by Export Control List Number .....	25
<b>Annexes</b>	
Annex 1: List of NATO and AFCCL Countries .....	26
Annex 2: List of Wassenaar Arrangement Countries .....	27
Annex 3: Description of ECL Group 2 (Munitions) .....	28
Annex 4: Additional Information .....	30



# Foreword

## Arms Control and Security Policy Framework

The promotion of international peace and security is a key Canadian foreign policy objective. It constitutes one of the three pillars of the Government of Canada's comprehensive foreign policy statement of 1995, *Canada in the World*, namely "the protection of our security, within a stable global environment." To that end, Canada is a major proponent of arms control and disarmament agreements as well as of measures to promote transparency and build confidence at the regional and global levels.

Canada's policies recognize the right, enshrined in the United Nations Charter, of all nations to provide for their legitimate self-defence. At the same time, however, it is Canada's view that the excessive accumulation of conventional weapons has a destabilizing effect on both regional security and global order.

Canada has worked actively to promote greater transparency in the trade of conventional weapons. As part of this effort, the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) has published an annual report on the *Export of Military Goods from Canada* each year since 1990. Few other countries, as yet, provide this level of detail.

The international control regime that concerns itself with conventional arms and dual-use goods and technologies is the Wassenaar Arrangement, which Canada helped establish in 1996. Its objective is to contribute to regional and international security and stability by promoting transparency and greater responsibility in transfers of conventional arms and strategically sensitive goods and technologies, thus preventing destabilizing accumulations in areas of concern. The 33 participating states seek, through their national policies, to ensure that transfers of these items do not contribute to the development or enhancement of military capabilities that would undermine these goals, and to ensure that such goods and technologies are not diverted.

The United Nations Register of Conventional Arms (UNCAR) also makes a significant contribution to transparency, confidence building and enhanced global security. Canada strongly promoted the creation of UNCAR, established by the Secretary-General in January 1992, and was a founding contributor. Canada also participated in the 1994, 1997 and 2000 UN Group of Governmental Experts on the Register of Conventional Arms. We are actively participating in follow-up efforts on the 2000 Group's recommendations to further develop and expand the Register. This year, for example, Canada and Japan co-sponsored an UNCAR seminar in Cambodia to focus on increasing that region's participation in the Register. Similar regional seminars are being planned for 2001-2002 in conjunction with Germany and the Netherlands for South America/the Caribbean and for Africa.

In support of the Register, which is maintained at UN headquarters in New York, all UN member states are asked to supply data annually on their imports and exports in seven major categories of conventional weapons systems. Each year since the Register began operations, more than 90 governments have made submissions to the Register, and of these about 70 have done so consistently, including Canada. In all, 150 states have submitted data for at least one of the reporting years. All major arms exporters and most major importers now annually submit reports, with a reasonable representation of most geographic regions. By capturing over 90 percent of the international trade in major conventional weapons, the Register has become an important and authoritative source of information.

In addition to our efforts at the United Nations to improve and expand the Register, Canada has taken a leading role within regional organizations to encourage dialogue on the data submitted to the UN Register and to support the establishment of regional registers that respond to the specific security concerns of these organizations' member states. We have been successful in this regard in the Organization of American States and in the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE). Moreover, we continue to work with our partners toward enhanced dialogue within the Association of Southeast Asian Nations regional forum.

Canada is one of a growing number of countries that voluntarily submit data on military holdings as well as on procurement through national production. This information goes beyond the minimum currently required by the United Nations, and makes an important contribution to global transparency on military capabilities. We encourage other countries to join us in submitting such data and to otherwise enhancing their submissions by ensuring their accuracy and completeness and by providing any other relevant background information.

Canada has also played an important role in developing, in 1996, a set of UN Guidelines on International Arms Transfers and is fully implementing the OSCE's 1993 Principles Governing Conventional Arms Transfers. As well, Canada has officially endorsed the European Union's Code of Conduct for International Arms Transfers, which was adopted in June 1998.

One of the challenges in dealing with conventional weapons is how to deal with particular classes of weapons such as landmines and small arms. On landmines, Canada can look back on the successful conclusion of the *Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction* at the December 2-4, 1997, Ottawa Conference. To date, more than 133 countries have signed the Convention. On March 1, 1999, after the requisite 48 countries had ratified it, the Convention came into force as binding international law.

Canada has also ratified Protocols II and IV of the *Convention on Certain Conventional Weapons*, which regulates the use of landmines and other inhumane weapons. This instrument remains an important one, particularly for those countries not yet willing to sign the Ottawa Treaty.

Canada, in co-operation with like-minded partners, is looking at ways to address the proliferation of small arms, which can undermine the security and development efforts of many developing countries as well as contribute to human suffering. Canada takes a three-track approach to this challenge, addressing the arms control, crime prevention and peacebuilding dimensions of the problem at global, regional and national levels. This integrated approach targets supply-side and transit issues, and seeks to cope with post-conflict surplus stocks and reduce the demand for weapons. The problem of small arms is seen as an integral part of conflict prevention and management, peacemaking, peacekeeping and post-conflict reconstruction.

On the arms control track, the emphasis is on promoting measures designed to achieve greater restraint and transparency in legal transfers of small arms and light weapons. Aspects under review include codes of conduct, transparency and registry initiatives, and consciousness-raising activities in security-related bodies such as the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and the OSCE. Of note was the adoption by the OSCE of its innovative *Document on Small Arms and Light Weapons* in November 2000. Canada itself imposes strict controls over the export of firearms, particularly automatic weapons, which can be exported to only a small group of 13 countries with which Canada has concluded intergovernmental defence, research, development and production agreements. These countries, which make up the Automatic Firearms Country Control List (AFCCL), are listed in Annex 1.

On the crime control track, the focus is on supporting measures to counter the significant illicit trade in small arms, which is frequently linked to international organized crime and drug trafficking. In November 1997, Canada signed the *Inter-American Convention Against the Illicit Manufacturing of and Trafficking in Firearms, Ammunition, Explosives, and other Related Materials*. This convention establishes a reciprocal regime of import, export and transit authorizations for all cross-border movements of small arms, ammunition and explosives. Canada also played a key role in the negotiation of the *Protocol against the Illicit Manufacturing of and Trafficking in Firearms, Their Parts and Components and Ammunition*, supplementing the *UN Convention against Transnational Organized Crime*.

On the peacebuilding track, Canada supports a broad range of initiatives addressing the humanitarian, governance and practical disarmament aspects of the small arms issue, in co-operation with like-minded governments and non-governmental organizations.

Canada is pleased with the results of the 2001 UN Conference on the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All Its Aspects, held July 9 to 20 in New York City. The Conference concluded with the adoption of an action plan that demonstrates the international community's commitment to addressing the human suffering and insecurity caused by the excessive accumulation and uncontrolled proliferation of small arms and light weapons.

Canada has also played an active role in efforts to counter the proliferation of weapons of mass destruction, for example, by helping to secure the indefinite extension of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) and by lobbying other countries to ratify the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT). Canada ratified the *Chemical Weapons Convention* in September 1995 and established within DFAIT a National Authority to serve as the focal point for effective liaison with the Convention's international secretariat in The Hague. Canada is also working to strengthen the effectiveness and improve the implementation of the *Biological and Toxin Weapons Convention* (BTWC). As part of Canada's commitment to ensure responsible trade in goods and technology that might be misused to develop weapons of mass destruction and their means of delivery, we are long-standing participants in several inter-governmental arrangements intended to co-ordinate and exchange information on exports, including the Australia Group, the Missile Technology Control Regime, the Nuclear Suppliers Group and the Zangger Committee.

## **Export Control Policy and Implementation**

Control over exports of our own military goods and technology is an important complement to Canada's broader arms control and disarmament efforts. In line with its international obligations, Canada uses the definition of "military good" found in the International Munitions List developed and maintained by the Wassenaar Arrangement. These are goods that are agreed to be "specially designed or modified for military use." Canada has incorporated the listed goods into its Export Control List (ECL) Group 2 (Munitions). Goods not designed for military use but employing strategically sensitive technologies are identified in a second list (Dual-Use Goods and Technologies List) compiled by the Wassenaar Arrangement. Canada has included these goods in the ECL Group 1 (Dual Use). Primarily civilian goods that may be sold to military end-users (such as typewriters or civil-certified aircraft) are not included by Wassenaar (and by extension, Canada) in either list. Permits are required for the export of any goods captured by Wassenaar's lists regardless of whether the foreign consignee is a private, non-military end-user or a government and/or military end-user.

Under current export control policy guidelines, Canada closely controls the export of military goods and technology to countries:



- a) that pose a threat to Canada and its allies;
- b) that are involved in or under imminent threat of hostilities;
- c) that are under UN Security Council sanctions; or
- d) whose governments have a persistent record of serious violations of the human rights of their citizens, unless it can be demonstrated that there is no reasonable risk that the goods might be used against the civilian population.

Permits are required for the export of military goods and technology to all destinations except the United States. The approval of the Minister of Foreign Affairs is sought for the export of all offensive military goods and technology, unless destined to (most) NATO allies or to a small group of specified like-minded countries. The Minister is also consulted about cases involving non-offensive military goods and technology, should concerns exist about any of the above-mentioned criteria. Before the Minister's approval is sought, extensive consultations are held among human rights, military and industry experts at DFAIT, with the Department of National Defence, with Industry Canada and, where appropriate, with other government departments and agencies. These consultations involve reviewing the latest information and best policy advice on Canada's defence and industrial relations with the recipient country, regional peace and stability, including civil conflict, and the human rights situation, including trends (i.e., are there signs of improvement or is the situation deteriorating?). Careful attention is also paid to the end-use documentation to ensure that the goods are indeed going to a legitimate end-user and will not be diverted.

Particular care is taken over applications involving firearms. The vast bulk of these applications do not involve modern military weapons (which as noted above can be exported to only a very small group of countries). Rather, they involve firearms that are controlled only because they are captured by the Wassenaar definition, and that are to be used for sporting purposes (such as hunting and target shooting) or for self-defence, or are for collectors and re-enactors. All require permits, and for most destinations, beyond a certain quantity, the Minister is consulted about the application. Because many Canadian firearms exports are to private end-users, we want to satisfy ourselves that the firearms do not slip into the illegal arms trade or fuel local lawlessness or violence. Information may therefore be sought from our missions and from other sources about destination countries' firearms control laws and procedures. We want to know not only what exists on paper, but also how strict enforcement is and whether these laws and procedures are open to corruption. We also check the bona fides of the end-users.

All applicants seeking export permits for firearms are therefore required to provide an import permit or some equally valid evidence that their import will be allowed. This

ensures that firearms do not leave Canada without an assurance that they will be allowed into the country of destination and that the recipient will be permitted to take possession of them.

## **Military Export Statistics**

The statistics on military exports in the following tables are obtained from reports filed by exporters on the actual shipments for each of the permits issued to them under the Export and Import Permits Act. These reports include the country of destination, a description of the goods and their value. Information about individual shipments and information found on the original permit applications, including the identities of the potential exporter and consignee and details of transactions, is commercially highly sensitive and is provided to DFAIT in confidence. Such information must be protected to ensure compliance with reporting requirements.

As noted above, permits are not required for the export of most Group 2 items to the United States. This has been a long-standing policy arising from the integration of the North American defence industry in World War II. Statistics on military exports to that country are therefore not readily available and cannot be included in this report.

Certain types of statistics on Canadian exports to military users may be available from other sources, such as Statistics Canada or the Canadian Commercial Corporation. These, however, may include non-military goods such as food rations, commercial computers, civil-certified aircraft or other civilian equipment. Since there is no direct correlation between the commodity codes used by Statistics Canada and the ECL item numbers, and as each source uses different methods of compilation, no meaningful comparison can be drawn between the data from these two sources.

The internationally recognized standard for statistics on worldwide military trade is the above-mentioned UN Register of Conventional Arms. It confines itself to specific categories of weapons systems, and does not include parts, components or the wide array of non-lethal support systems (such as radar equipment, simulators and software designed for military use) that make up a large proportion of Canada's military exports.

In 2000, exports of military goods amounted to some \$477 million, compared with \$434 million in 1999. As in previous years, NATO and AFCCL countries accounted for the major share (over 80 percent) of Canada's military exports. Also, as in the past, the majority (over 80 percent) of Canada's military exports went to high-income countries. There were no exports to countries rated as "low income" by the UN Development Programme.

Canada's military export totals are modest by world standards (based on figures in the United Nations Register, Canada accounts for less than 1 percent of the world arms

market), in a sector characterized by high-value transactions. Individual sales therefore may have a disproportionate effect on statistics. Major fluctuations in totals from one year to another often reflect the initiation or completion of one or two large contracts.

As Table 2 shows, Canada's largest military market in 2000 was the United Kingdom, which at \$182 million accounted for almost half our total exports. Sales to Saudi Arabia continued to fluctuate, falling in 2000 to under \$19 million compared with \$43 million in 1999. Sales to Australia having declined to \$21.5 million in 1999 rose again to \$49 million. Similar wide upward or downward fluctuations can be seen when comparing 1999 and 2000 figures for a number of other countries. These fluctuations underscore how individual contracts can drastically alter the relative rankings of Canada's military markets. It is important therefore to consider the pattern of trade over a period of years and not draw conclusions based on a jump or drop from any one year to the next.

More information about export controls on military and strategic goods is available in our publication *Answers to Questions About Canada's Export Controls on Military Goods*. This document and other material related to Canada's export controls can be found at our Web site (<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb>).

## Notes on Methodology

*The statistics in this Tenth Annual Report were prepared by the Export and Import Controls Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade. The following points should be noted regarding the statistical tables:*

"Military goods" are defined as goods specifically designed or adapted for military use and controlled under Group 2 (Munitions) of the Export Control List (ECL). Descriptions of ECL Group 2 items have been slightly revised, using internationally accepted terminology, to provide greater detail for the reader.

As explained in the Foreword, the tables do not include exports to the United States, which are estimated to account for over half of Canada's exports of military goods and technology.

The dollar values shown on export permits are the authorized limits of potential exports and do not necessarily reflect actual export values. Therefore, in order to verify what shipments are actually made against each Group 2 (Munitions) permit, all permit holders are required to report on permit utilization on a quarterly basis. The Annual Report is based on that information. Permit holders are now required to report against each individual permit; this enables more precise data capture than in past years.

Figures reflect information received as of the date of this report. Late entries will be reflected in future annual reports. For example, the totals for 1999 have been revised to reflect additional information received since publication of the 1999 Annual Report.

**Table 1**  
**Exports of Military Goods by Destination**  
**According to Security Groupings and Income**  
**Export Period 01/01/00–31/12/00**

Destination*	Value Exported (Canadian dollars)	
	2000	%
NATO (except U.S.) **	316 576 930	66
AFCCL (except NATO and U.S.)	69 864 891	14
Others	91 169 425	20
<b>Total</b>	<b>477 611 246</b>	<b>100</b>
High-income Countries *** (per capita GNP over US\$8955)	392 855 776	82.54
Middle-income Countries *** (per capita GNP US\$725 – \$8955)	84 755 470	17.46
Low-income Countries *** (per capita GNP below \$US725)	0	0
<b>Total</b>	<b>477 611 246</b>	<b>100</b>

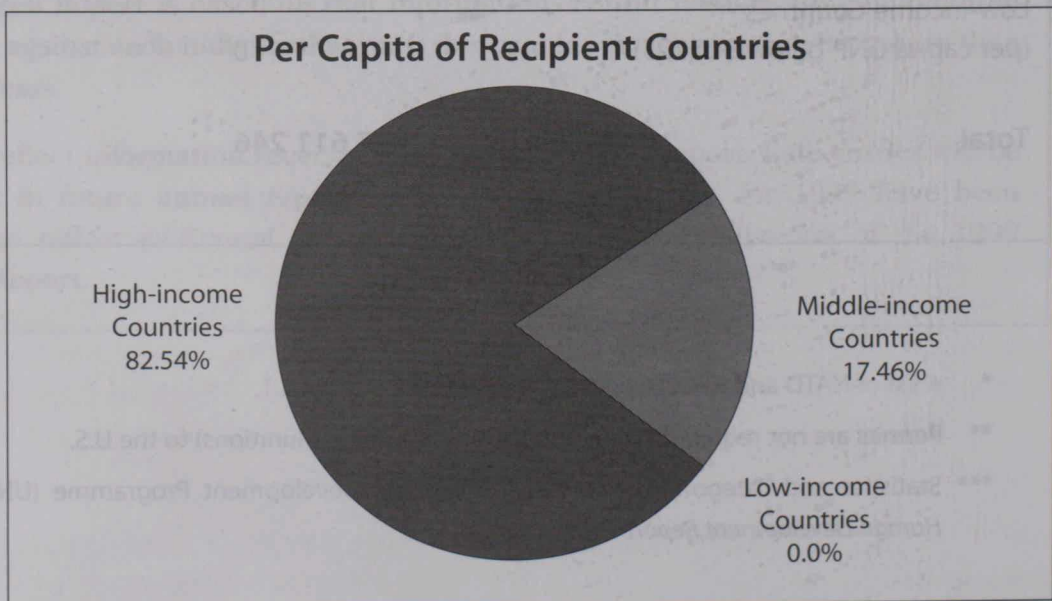
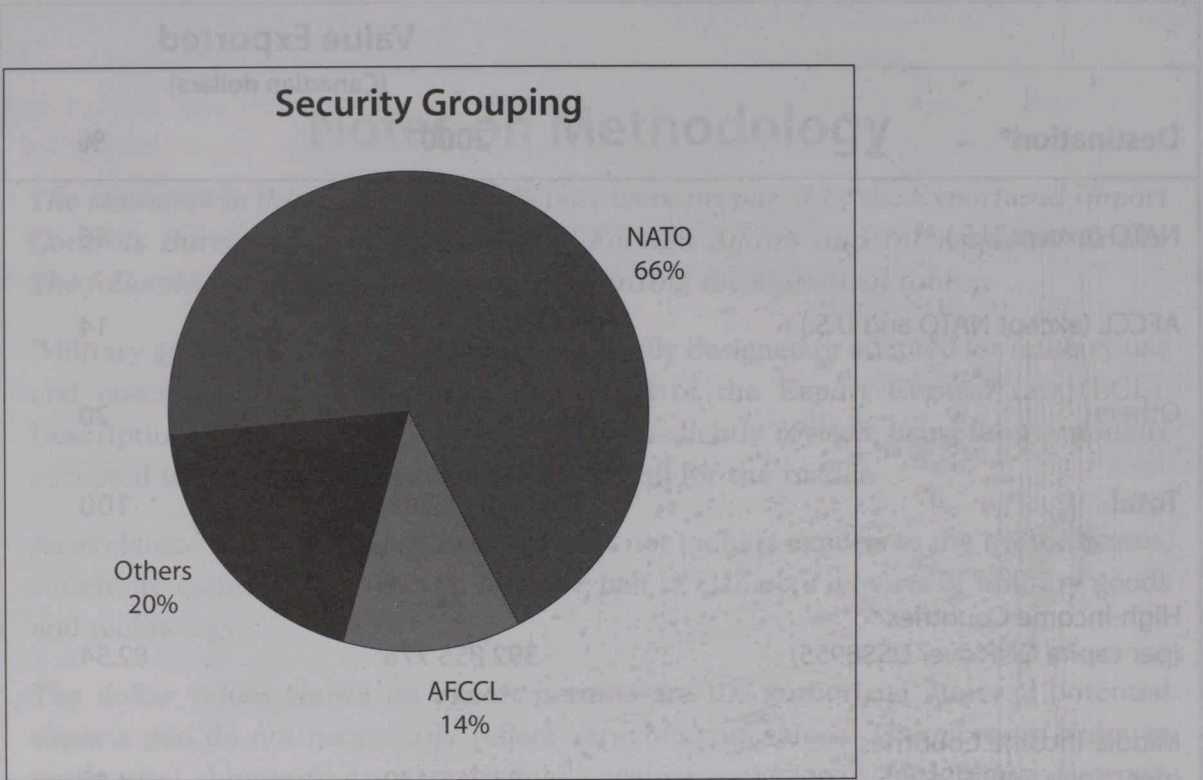
\* A list of NATO and AFCCL countries is presented in Annex 1.

\*\* Permits are not required for exports of most Group 2 (Munitions) to the U.S.

\*\*\* Statistics and categories are based on the UN Development Programme (UNDP)  
*Human Development Report 1999.*

# Chart 1 Exports of Military Goods by Destination Categories

Export Period 01/01/00 – 31/12/00



**Table 2**  
**Exports of Military Goods by Destination**  
**Export Period 01/01/00-31/12/00**

<b>Country</b>	<b>Value Exported</b> (Canadian dollars)	
	<b>1999</b>	<b>2000</b>
Argentina	27 000	181 832
Australia	21 518 673	49 163 811
Austria	50 790	6 734 844
Bahrain	0	1 038 000
Bangladesh	920 208	0
Belgium	12 752 929	5 705 347
Bermuda	0	55 105
Botswana	2 968 529	20 723 729
Brazil	259 516	745 729
Cayman Islands	0	2 994
Chile	126 273	366 007
Colombia	455	0
Czech Republic	70 086	397 691
Denmark	25 967 060	3 235 564
Egypt	217 213	1 190 168
Finland	2 030 472	140 312
France	7 350 610	6 767 660
Germany	13 938 183	44 751 063
Greece	37 448	2 239 536
Greenland	128 290	10 560
Guyana	0	5 000
Hong Kong	12 344	120 469
Hungary	0	2 898
Iceland	0	3 266

Country	Value Exported (Canadian dollars)	
	1999	2000
Indonesia	21 764 175	160 808
Ireland	37 421	28 600
Israel	677 683	919 588
Italy	11 389 000	15 639 309
Japan	3 173 404	7 470 690
Jordan	0	248 684
Korea, Republic of	3 762 151	16 030 989
Kuwait	132 767	12 439
Luxembourg	5 217 679	18 945 242
Malaysia	5 881 501	2 100 924
Mauritius	0	64 235
Mexico	262	299 237
Morocco	270 967	97 123
Netherlands	19 774 738	29 641 743
New Zealand	2 945 165	4 553 394
Norway	2 456 221	3 115 199
Oman	9 895	402
Peru	0	870 000
Philippines	436 600	6 083 000
Poland	0	14 150
Portugal	2 011 202	2 566 732
Qatar	82 105	0
Saudi Arabia	43 093 371	18 856 248
Singapore	1 088 806	2 422 973
Slovenia	4 620	0
South Africa, Republic of	603 723	546 539
Spain	374 710	2 422 973
Sweden	5 827 595	1 844 832



Country	Value Exported (Canadian dollars)	
	1999	2000
Switzerland	229 138	36 878
Taiwan	732 443	1 133 152
Tanzania	100	0
Thailand	5 267 569	1 442 358
Tunisia	0	260 627
Turkey	548 923	584 920
United Arab Emirates	3 251 915	12 860 745
United Kingdom	198 805 089	182 219 429
Uruguay	0	449 875
Venezuela	5 125 499	973 164
Zimbabwe	0	3 078
<b>Total</b>	<b>433 972 516</b>	<b>477 611 246</b>

**Table 3**  
**Exports of Military Goods by Component Categories**

Export Period 01/01/00–31/12/00

**Acronyms**

- APC   armoured personnel carrier
- AS    anti-submarine
- CW    chemical weapons
- IR    infrared
- LAV   light armoured vehicle

Destination & ECL Number	Value Exported (Canadian Dollars)			Comments
	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	

**ARGENTINA**

2001	181 832			firearms
------	---------	--	--	----------

**AUSTRALIA**

2001	44 452		77 366	firearms & parts
2002			1 261	rocket launcher spares
2003	3 841 283			large calibre ammunition
2005			107 420	display panels
2006			11 965 578	tank turrets & APC components
2007			51 336	CW protection equipment
2008			1 667	explosive components
2009		437 320	769 913	ship parts, sonobuoys & sonars
2010			1 604 221	aircraft & engine parts
2011			772 002	electronic equipment parts
2013			1 363 258	body armour parts
2014		24 659 129	2 875 442	simulators & parts
2015		528 444		cameras
2017		36 600		scuba & IR suppression systems
2018			1 802	technical data
2022			25 317	documentation

<b>AUSTRIA</b>				
2003		6 734 844	large-calibre ammunition components	
<b>BAHRAIN</b>				
2003	1 038 000		ammunition	
<b>BELGIUM</b>				
2001	59 335		firearms	
2003	7 686	5 459 005	small arms & large-calibre ammunition components	
2010		17 348	aircraft parts	
2011		10 985	sonar parts	
2014		14 942	spare parts	
2017		136 046	scuba systems	
<b>BERMUDA</b>				
2003	55 105		ammunition	
<b>BOTSWANA</b>				
2010	19 797 421	826 308	aircraft & parts	
<b>BRAZIL</b>				
2002	255 200		pack howitzers	
2010		373 656	aircraft & helicopter parts	
2011		69 048	67 825	navigation equipment & parts
<b>CAYMAN ISLANDS</b>				
2011		2 994	antennas	
<b>CHILE</b>				
2001	7 397		firearms	
2011		358 610	radios	
<b>CZECH REPUBLIC</b>				
2001	56 380		firearms	
2002		132 369	rocket & launcher parts	
2011		208 939	control sensors	
2018		1	data	

**Value Exported (Canadian Dollars)**

<b>Destination &amp; ECL Number</b>	<b>Weapons Systems &amp; Munitions</b>	<b>Support Systems</b>	<b>Parts</b>	<b>Comments</b>
<b>DENMARK</b>				
2001	835 533		1 490 221	firearms & parts
2003	216 986		249 284	ammunition & components
2010			432 956	aircraft parts
2011			10 584	castings
<b>EGYPT</b>				
2003			364 000	large calibre ammunition components
2010			826 168	aircraft parts
<b>FINLAND</b>				
2001	6 687			firearms
2007			125	gas mask parts
2010			133 120	aircraft & engine parts
2017			380	scuba parts
<b>FRANCE</b>				
2001	38 000			firearms & parts
2003	3 221 798		25 501	ammunition & parts
2006			134 290	tracks & optical parts
2007			600	gas mask parts
2009		236 682		sonobuoys
2010			78 552	aircraft parts
2011			662 668	avionics
2015		1 084 634	176 110	thermal imagers & parts
2017		13 300		IR countermeasures
<b>GERMANY</b>				
2001	256 859		18 970	firearms & parts
2003	1 520		172 820	heavy calibre ammunition & components

2004		900 152	missile parts
2006		134 200	vehicle heaters & coolers
2009		5 499 163	ship controls
2010		1 413 444	aviation-related equipment & aircraft parts
2011	21 949 106	5 790 843	radios & avionics
2014		3 178 109	simulator parts
2015		408 936	parts for imaging systems
2017		5 026 620	IR countermeasures & scuba systems
2018		6	data packages
2022		19 520	batteries
<b>GREECE</b>			
2001	18 485		firearms
2003	1 536 652		ammunition
2010		105 760	aircraft parts
2011	18 485	48 079	radio parts
2014	530 560		threat simulator
<b>GREENLAND</b>			
2001	9 493		firearms
2003	1 067		ammunition
<b>GUYANA</b>			
2001	5 000		firearms
<b>HONG KONG</b>			
2007		33 557	gas mask components
2010		3 266	helicopter parts
<b>HUNGARY</b>			
2001	2 898		firearms
<b>ICELAND</b>			
2011		3 266	antennas
<b>INDONESIA</b>			
2014		160 809	simulator parts

Value Exported (Canadian Dollars)				
Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	Comments
<b>IRELAND</b>				
2011			400	radar part
2015			28 200	sensor parts
<b>ISRAEL</b>				
2005			6 056	castings
2006			147 420	vehicle parts
2010			357 916	avionics & aircraft parts
2011			235 272	antennas & displays
2015			60 000	scanner parts
2016			112 924	actuator
<b>ITALY</b>				
2001			6 405	firearms
2003	1 186 600		227 749	ammunition & components
2006			22 874	APC tracks
2009			14 592	instruments
2010			12 310 223	aircraft parts
2011			994 473	radio & doppler equipment parts
2014			44 793	simulator parts
2015			805 000	sensors
2017			25 600	IR countermeasures
<b>JAPAN</b>				
2004	3 524 944			missile launchers
2007			367 832	gas mask parts
2008			93 000	propellant
2010			3 141 000	aircraft parts
2011			343 914	detection equipment parts

<b>JORDAN</b>		
2010	248 684	helicopter parts
<b>KOREA, REPUBLIC OF</b>		
2005	62 129	ballistics computer parts
2006	380 732	display panels
2009	1 539 801	sonobuoys & ship parts
2010	494 853	aircraft parts
2011	7 665 231	radios & parts
2017	52 902	scuba systems & IR countermeasures
2021	73 300	software
<b>KUWAIT</b>		
2010	12 439	emergency beacons
<b>LUXEMBOURG</b>		
2004	10 536 996	drone parts
2006	507 240	vehicle parts
2010	7 280 223	aircraft & aviation-related parts
2011	291 581	avionics
2014	27 477	simulator spares
2015	274 725	night vision equipment
<b>MALAYSIA</b>		
2002	54 894	rocket parts
2007	43 245	gas mask components
2010	1 820 869	helicopter parts
2014	181 914	simulator parts
2018	2	technical data
<b>MAURITIUS</b>		
2009	64 235	antenna system
<b>MEXICO</b>		
2013	299 237	armour plates

Value Exported (Canadian Dollars)				
Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	Comments
<b>MOROCCO</b>				
2014			97 123	simulator parts
<b>NETHERLANDS</b>				
2001	2 150			firearms
2003	951 125		146 006	ammunition & components
2004			75 803	rocket parts
2005			2 342 736	fire control parts
2007			288	gas mask parts
2009		2 664 720	10 620	sonobuoys & parts
2010			5 899 016	aircraft parts
2011		5 336 399	10 592 059	radar system electronic components
2014			953 491	simulator parts
2016			4 597	castings
2017		496 487	1 349	scuba systems & parts
<b>NEW ZEALAND</b>				
2001	3 000		110 747	firearms & parts
2003	2 402 109		98 280	grenades, ammunition & components
2004			11 800	rocket parts
2007			24 055	gas mask parts
2009		471 837		sonobuoys
<b>NEW ZEALAND (CONT'D)</b>				
2010			1 460 360	aircraft parts
2011			59 833	electronic components
2017			22 970	scuba parts
<b>NORWAY</b>				
2001	869		5 040	firearms & parts
2003	659 800		419 728	ammunition & components



2004		299 925	rocket parts
2006		35 400	vehicle tracks
2009	998 625		sonobuoys
2010		28 412	aircraft parts
2014	530 560		threat simulator
2017	136 838		scuba systems
2018		2	data

#### OMAN

2006	400		ammunition
2018		2	data

#### PERU

2010		870 000	helicopter parts
------	--	---------	------------------

#### PHILIPPINES

2003		5 240 000	large calibre ammunition components
2010		843 000	aircraft parts

#### POLAND

2001	850		firearms
2017		13 300	IR suppression system

#### PORTUGAL

2002		10 272	rocket launcher parts
2008		1 979 915	sonar equipment parts
2009		25 146	sonobuoy parts
2015	551 397		surveillance pod
2018		2	data

#### SAUDI ARABIA

2006		2 174 549	LAV parts
2010		868	aircraft parts
2011	14 965 500	1 642 134	radio equipment & parts
2017		63 197	scuba parts

Value Exported (Canadian Dollars)				
Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	Comments
<b>SINGAPORE</b>				
2002			15 750	rocket parts
2004		40 425		rocket launchers
2006			144 760	APC parts
2010			418 016	aviation-related equipment & aircraft parts
2011		1 400 850	368 639	radios & electronic components
2014			287 283	simulator parts
2017		13 300		IR suppression system
2018		1		data
<b>SOUTH AFRICA</b>				
2003	250			ammunition
2010			140 000	helicopter parts
2011		406 421		navigation equipment
<b>SPAIN</b>				
2010			51 552	aircraft engine parts
2011			316 398	radar parts
2017			794 000	scuba parts & IR suppression system
<b>SWEDEN</b>				
2001	896			firearms
2003	417 283			ammunition
2006			139 448	APC parts
2010			1 009 344	aircraft engine parts
2011			10 000	displays
2014			254 561	simulator parts
2017		13 300		IR suppression system

<b>SWITZERLAND</b>			
2003	5 487		ammunition
2006		1 000	vehicle tracks
2009		17 021	amplifier
2010		5 245	aircraft parts
2011		8 125	circuits
<b>TAIWAN</b>			
2010		14 786	helicopter parts
2011	373 650	731 416	radio & avionics components
2017		13 300	IR countermeasures
<b>TANZANIA</b>			
2001	435		firearms
<b>THAILAND</b>			
2001	63 707		firearms & parts
2003	38 000		heavy calibre ammunition
2006		530 418	APC parts
2007		99	gas mask parts
2010		779 869	helicopter parts
2011		30 000	avionics parts
2017		263	scuba parts
2022		2	data
<b>TUNISIA</b>			
2010		260 627	aircraft engine parts
<b>TURKEY</b>			
2006		4 828	vehicle heaters
2010		7 539	aircraft parts
2011		571 388	avionic parts
2014		1 165	simulator parts
<b>UNITED ARAB EMIRATES</b>			
2007		70	gas mask parts
2009		40 910	naval electronic components
2014	12 819 765		flight simulator

Value Exported (Canadian Dollars)				
Destination & ECL Number	Weapons Systems & Munitions	Support Systems	Parts	Comments
<b>UNITED KINGDOM</b>				
2001	25 780		25 317	firearms & parts
2002			102 593	rocket launcher parts
2003	6 403			ammunition
2004	61 576 198		1 513 274	rockets & parts
2005		276 000		range finders
2006			3 226 909	fire control computers & vehicle parts
2007			158 440	gas mask parts
2009			23 131 225	sonobuoys & sonar & ship parts
2010			13 339 778	aircraft parts
2011		6 198 960	12 787 714	radios, display panels & navigation equipment & parts
2013			490 402	armour plates
2014		58 253 078	712 592	simulators & parts
2015		13 300		gyro
2017		213 666	101 273	scuba systems & parts
2018			66 547	production equipment & blueprints
<b>URUGUAY</b>				
2010			449 875	aircraft engine parts
<b>VENEZUELA</b>				
2010			647 460	aircraft parts
2011		325 704		communications equipment
<b>ZIMBABWE</b>				
2001	3 078			firearms
<b>GRAND TOTAL</b>				<b>477 611 246</b>

**Table 4**  
**Exports of Military Goods by Export Control List Number**  
**Export Period 01/01/00–31/12/00**

ECL Number	Total Value (Canadian Dollars)	
	1999	2000
2001 (including 5500)	1 287 223	3 512 209
2002	5 453 177	572 339
2003	9061513	35 393 637
2004	10 966 143	78 506 497
2005	9 713 528	2 794 341
2006	56 984 321	19 549 646
2007	1 800 167	679 647
2008	654 884	2 074 582
2009	19 799 676	35 946 687
2010	72 320 137	78 397 405
2011	36 892 754	101 995 899
2013	538 561	2 153 097
2014	198 961 788	105 316 741
2015	5 474 823	3 379 349
2016	14 400	128 105
2017	1 903 446	7 188 991
2018	220 767	68 369
2021	920 208	73 300
2022	5 000	25 432
<b>Total</b>	<b>433 972 516</b>	<b>477 611 246</b>



ECI Item  
No.

## Annex 2

### List of Wassenaar Arrangement Countries

2013			
2014	Argentina	Luxembourg	
	Australia	Netherlands	
2015	Austria	New Zealand	
	Belgium	Norway	
2016	Bulgaria	Poland	
2017	Canada	Portugal	
	Czech Republic	Romania	
2018	Denmark	Russia	
	Finland	Slovakia	
2019	France	Spain	
2020	Germany	Sweden	
2021	Greece	Switzerland	
2022	Hungary	Turkey	
	Ireland	Ukraine	
	Italy	United Kingdom	
	Japan	United States	
	Korea, Republic of		

### Annex 3

## Export Control List Group 2 (Munitions)

ECL Item No.	Description
2001	Small arms and automatic weapons such as pistols, revolvers and rifles, including certain firearms for sporting and competition purposes and accessories.
2002	Large-calibre armaments such as projectile launcher systems and components.
2003	Ammunition for armaments covered by Items 2001 and 2002.
2004	Bombs, torpedoes, rockets, missiles, military pyrotechnics, demolition charges and components.
2005	Fire control radars, range-finding sensors, ballistics computers and related alerting and warning equipment specially designed for military use, and parts and components.
2006	Military vehicles, such as armoured personnel carriers and military transport trucks, and related equipment and components.
2007	Equipment and components, such as masks and protective clothing, for detection of and defence against radioactive materials and biological and chemical agents.
2008	Explosives and fuels including precursors specially designed for military purposes.
2009	Military vessels and specially designed parts and components such as engines, navigation systems and sonar equipment.
2010	Military aircraft and helicopters, including transport aircraft, aero-engines, parachutes and related parts and components.
2011	Electronic equipment for military use such as communications equipment and radar systems.
2012	High-velocity kinetic energy weapons systems and related components.



ECL Item No.	Description
2013	Armoured or protective equipment such as body armour, military helmets and bomb disposal suits and associated components.
2014	Specialized equipment for military training or for simulating military scenarios such as computerized trainers, aircraft and vehicle simulators, and components and accessories.
2015	Imaging or imaging countermeasure equipment, including photographic, thermal imaging equipment and specially designed components.
2016	Forgings, castings and semi-finished products specially designed for the products covered by Items 2001, 2002, 2003, 2004, 2006 and 2010.
2017	Miscellaneous equipment, technical databases, diving apparatus, construction and field engineering equipment specially designed for military use, robotic equipment and components.
2018	Equipment and technology for the production of ECL Group 2 products.
2019	Directed-energy weapons systems.
2020	Cryogenic and superconductive equipment and specially designed components and accessories.
2021	Software specially designed for military applications (formerly 2024).
2022	Technology.

## Annex 4 Additional Information

Below is a list of Web sites where further information or other points of view may be found.

Visit the Export and Import Controls Web site:

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/>

Links to a variety of DFAIT and other sites relating to arms control and international security issues can be found through the DFAIT home page at:

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/menu-e.asp>

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/SANCTIONS-E.asp>

Some other web sites with data and diverse views on this and related issues include:

Canadian Aerospace Industries Association:

<http://www.aiac.ca>

The Canadian Defence Industries Association:

<http://www.cdia.ca>

Canadian Firearms Centre (includes information on firearms control in Canada):

<http://www.cfc-ccaf.gc.ca/>

Project Ploughshares:

<http://www.ploughshares.ca/>

The Stockholm International Peace Research Institute:

<http://www.sipri.se>

The United Nations:

<http://www.un.org>

Wassenaar:

<http://www.wassenaar.org>



